

Prises de position sur des politiques publiques importantes en 2013

Problématique	Parties prenantes	Développements majeurs et position ou activités de la TD
Changements à la réglementation		
Bâle III	Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et BSIF ¹	La TD a joué un rôle important et constructif dans les discussions entourant Bâle III, tant auprès du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire qu'auprès du BSIF. Elle a maintenu un dialogue constant avec les organismes de réglementation tout au long de la période de consultation, de façon bilatérale et par l'intermédiaire de l'Association des banquiers canadiens. Le dialogue portait notamment sur l'incidence potentielle de Bâle III sur le secteur bancaire canadien ainsi que sur la macroéconomie globale. La participation de la TD aux discussions entourant Bâle III a contribué à mettre en place des règles sur le capital plus équilibrées que celles qui avaient d'abord été proposées.
Mise en œuvre de la loi Dodd-Frank	Congrès américain et organismes de réglementation	La TD a continué de participer au processus consultatif relatif à la mise en œuvre de la loi Dodd-Frank.
Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)	Congrès américain et organismes de réglementation	En janvier 2013, le Trésor américain a publié de nouveaux règlements d'application de la FATCA, exigeant des institutions financières étrangères qu'elles fournissent directement à l'IRS des renseignements sur des comptes financiers détenus hors des États-Unis par des citoyens américains. La loi prévoit une implantation progressive de la réglementation s'échelonnant sur plusieurs années et commençant en 2014. Certains pays, dont le Canada, négocient des ententes intergouvernementales avec les États-Unis pour établir des exigences d'implantation différentes pour leurs institutions financières. La TD soutient la lutte contre l'évasion fiscale et est déterminée à répondre à toutes les exigences en temps voulu; toutefois, nous avons exprimé quelques préoccupations au sujet de la complexité des règles et des défis potentiels pour s'y conformer.
Programme des travailleurs étrangers temporaires	Gouvernement du Canada	En juillet 2013, le gouvernement fédéral a annoncé des modifications au Programme des travailleurs étrangers temporaires, notamment l'imposition de frais d'utilisation et de nouvelles exigences minimales de recrutement. Bien que la TD ne soit pas une grande utilisatrice du programme, nous avons émis des réserves puisque les changements diminueraient notre capacité à répondre à ses besoins essentiels courants. La TD collabore avec la Toronto Financial Services Alliance pour faire valoir son point de vue.
Questions économiques et protection des consommateurs		
Frais imposés par les commerçants pour l'utilisation de cartes de crédit	Gouvernement du Canada	La TD a comparu devant le Tribunal de la concurrence du Canada concernant une demande déposée par le Commissaire de la concurrence contre Visa et MasterCard, selon laquelle certaines règles des réseaux (notamment celles qui exigent d'honorer toutes les cartes et de ne pas imposer de frais supplémentaires) sont contraires aux règles de la concurrence. La TD a bien accueilli la décision du Tribunal, qui a rejeté la demande contre Visa et MasterCard. La TD continue de croire que tout changement à la politique de paiement doit être apporté par le gouvernement fédéral, en prenant soin d'en comprendre en profondeur les effets.
Frais d'interchange	Congrès américain et organismes de réglementation	Au cours des dernières années, les frais payés par les commerçants américains lorsque les consommateurs règlent l'achat de produits et services au moyen d'une carte de crédit ou de débit sont devenus une source de préoccupation pour le Congrès américain, et ont fait l'objet d'un recours collectif et d'enquêtes du gouvernement. La TD continue de suivre de près cet enjeu.
Financement lié à l'habitation	Congrès américain et organismes de réglementation	Le système américain de financement lié à l'habitation est surveillé de près par le Congrès américain. Des programmes fédéraux qui soutenaient depuis longtemps les propriétaires, comme les entreprises parrainées par l'État Fannie Mae et Freddie Mac, ont connu des difficultés financières. Par conséquent, le Congrès envisage de légiférer pour remédier à ces difficultés et encourager davantage de programmes de financement lié à l'habitation durables.
Sécurité en ligne	Gouvernement du Canada	La TD a fait preuve de leadership dans le secteur bancaire canadien en encourageant le gouvernement fédéral à adopter une stratégie plus rigoureuse en matière de sécurité en ligne. Nous continuons de chercher activement des façons dont le gouvernement fédéral pourrait atténuer les menaces informatiques et rendre l'infrastructure numérique du Canada plus sûre et plus robuste.

¹ Bureau du surintendant des institutions financières